

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 95 Avril 2012

Les Grenouilles ne se feront pas duper deux fois...

« Donnez-nous, dit ce peuple, un roi qui se remue. »

Le Monarque de Dieux leur envoie une Grue,

Qui les croque, qui les tue,

Qui les gobe à son plaisir.

Jean de la Fontaine
(les Grenouilles qui demandent un roi)

Les progrès de la science, et en particulier de la médecine et de l'agronomie, sont à l'origine de l'explosion démographique que connaît l'humanité.

Cette explosion démographique, conjuguée à l'essor des techniques et à une gestion imprévoyante des ressources (qui s'appuie sur une foi naïve dans « le progrès »- l'idée qu' « on trouvera bien des solutions »), nous conduit à l'effondrement de la biodiversité, à l'épuisement des réserves fossiles et au réchauffement climatique.

Ces atteintes à l'environnement s'emballent, depuis le milieu des années 1970, sous l'influence de l'idéologie néolibérale, faisant marché de tout, et supprimant les régulations : c'est la mondialisation, et avec elle la destruction des conquêtes sociales, et l'augmentation des inégalités (entre pays et au sein de chaque pays).

La construction européenne, fondée au départ sur un désir de paix entre les peuples qui se sont déchirés dans la première moitié du XX^{ème} siècle, et sur les valeurs de démocratie et de protection sociale, est elle aussi pervertie par le triomphe de l'idéologie néolibérale. La Banque Centrale Européenne est soustraite au contrôle des peuples, les Etats sont rendus dépendants des marchés financiers, les traités successifs tissent un réseau de contraintes suicidaires qui étranglent les Etats. La France, après une décennie de gouvernement de droite, est fragilisée : sa dette s'est lourdement accrue, notamment à cause des cadeaux fiscaux aux plus favorisés ; le commerce extérieur, équilibré en 2003, s'est considérablement dégradé, en raison d'une absence de politique industrielle, et de l'absence de protection face au dumping social, fiscal et environnemental, tant à l'intérieur qu' à l'extérieur de l'Europe.

C'est dans ce contexte que la France est invitée à se choisir un nouveau Président.

Telles les Grenouilles de la fable, les Français avaient en 2007 remplacé un potentat taxé d'immobilisme par un Omnipotent Président, on allait voir ce qu'on allait voir : plus aucun sans-logis, deux fois moins de chômeurs, des salaires plus élevés...

On a vu. On a eu une Grue !

Espérons que les Français ne lui renouvelleront pas son mandat, et, au contraire, saisiront l'occasion pour chasser Tête-à-Claques et sa clique !

Et qu'ils n'attendent plus tout d'un Sauveur. Nous sommes vaccinés contre les Omnipotents Présidents. Renforçons les contre-pouvoirs, redonnons plus de vigueur à la démocratie.

Quelle absurdité que ce système où chaque candidat doit avoir un avis sur tout !

La nouvelle équipe dirigeante sera dans une situation difficile, elle aura fort à faire.

Sous notre contrôle vigilant (on n'est pas citoyen qu'au moment des élections), il lui faudra :

d'abord envoyer des signes d'une plus grande justice sociale

trouver des alliés pour desserrer les contraintes européennes (la spirale de l'austérité ne conduit qu'à une impasse, cela devient de plus en plus évident pour le plus grand nombre)

construire des protections contre le dumping social, fiscal et environnemental

rendre, grâce à une planification écologique, notre pays moins dépendant du pétrole et mieux préparé au changement climatique, tout en créant des emplois (isolation des logements, transports urbains et ruraux, urbanisme, énergies renouvelables, ...)

mettre au travail les jeunes aujourd'hui écartés de l'emploi (activités utiles : protection de l'environnement, aide à la petite enfance, aux personnes âgées, ...).

Grenouilles de ce pays, revenons à l'état démocratique !

Bonnes nouvelles Economiques et durables : les granulés de bois. Le KWh obtenu à partir de granulés de bois a peu monté depuis cinq ans et se trouve à 5,06 €, quand le pétrole s'est hissé à 13,22 € (l'électricité et le gaz propane sont au-dessus de 12 €, le fuel au-dessus de 9 €, le gaz naturel au-dessus de 6 €) (*Direction Générale de l'Energie et du Climat, graphique publié dans Le Monde, 9-10 avril, qui précise qu'on est passé de 350 000 tonnes de granulés en 2009 à 550 000 en 2011, et qu'on en prévoit 650 000 tonnes en 2012*).

Floraison d'initiatives locales dans le domaine de l'énergie et de l'environnement. Une finance locale fondée sur la participation des citoyens et l'aide des spécialistes des énergies renouvelables tente de sortir le pays d'une impasse économique.

Grâce notamment au fonds d'investissements Eilan, que vient de créer le conseil régional de Bretagne pour l'amorçage de projets énergétiques, la société Bégawatts gèrera bientôt le premier parc éolien français citoyen, à Béganne (Morbihan) : 4 mats pour 8 MW de puissance au total (une production équivalant à la consommation de 8 000 foyers), majoritairement financés par l'investissement de centaines de riverains.

Initiative citoyenne pionnière, la société foncière Terre de liens vise à sauvegarder le patrimoine agricole. Aujourd'hui, elle possède 64 fermes, et près de 1900 hectares. Elle met son patrimoine en location, et fait signer aux fermiers des baux ruraux environnementaux (ceux-ci s'engagent à limiter les pesticides, à conserver les haies, à améliorer la gestion de l'eau, ...). (*Politis, 22 mars, qui signale aussi des projets originaux dans le Rhône, en Haute-Marne, en Gironde*).

En hiver, dans le nord de la France, le photovoltaïque pourrait satisfaire la moitié des besoins en électricité des ménages, hors chauffage (*Alternatives économiques, avril, qui dénonce en ce domaine les révisions intempestives de tarifs et autres coups de frein désordonnés du gouvernement sortant, qui ont cassé la dynamique de la filière*).

Le trafic automobile s'est stabilisé en France depuis 2003 à 424 milliards de km. (*Hervé Kempf, dans le Monde, 8_9 avril, H. Kempf remarque que le Worldwatch Institute recommande, la décroissance des pays surdéveloppés*).

Les Etats-Unis mangent moins de viande. La consommation de viande a atteint son maximum aux Etats-Unis au milieu des années 2000 (83 kg par an et par personne, un record mondial) et décline depuis. Elle devrait se situer à 75 kg en 2012. Les Américains sont de plus en plus nombreux à en avoir assez de la suralimentation et des méfaits qu'elle engendre (*Alternatives économiques, avril*).

Monde Chine.

Les coûts de production en Chine et aux Etats-Unis se rejoindront en 2015. Le yuan s'est revalorisé par rapport au dollar : entre 2005 et début 2012, il a cru de 30 %. Si l'on tient compte de la hausse plus rapide des prix en Chine, cette revalorisation est de 40 %. Par ailleurs, les salaires augmentent en Chine de 13 % par an. Entre 1997 et 2009, ces rythmes ont abouti à une multiplication par quatre des pouvoirs d'achat. Pendant ce temps, la dynamique aux Etats-Unis et en Europe tend symétriquement à la compression des bas salaires. Sachant que les coûts de production en Chine et d'importation des biens se trouvent augmentés des frais de transport, la convergence de ces coûts avec ceux enregistrés aux Etats-Unis s'opère rapidement. Une étude prétend qu'ils se rejoindront en 2015.

Mais en 2010, le Mexique, le Vietnam, l'Inde et la Russie sont devenus meilleur marché. Un nouveau monde se dessine (*Gérard Duménil, Politis, 5 avril*).

Colombie.

Pour la première fois, un président de la Colombie en exercice accepte d'ouvrir le débat sur la légalisation des drogues. La Colombie, selon les Nations-Unies, produit la moitié de la cocaïne consommée dans le monde, et, selon la CIA, les 2/3. Le trafic de drogue brasse 250 milliards de dollars par an, dont 15 milliards reviennent à la Colombie (1/7 du PIB). « Si, pour [mettre fin à la violence liée au trafic de drogue] il faut légaliser et que le reste du monde pense que c'est la solution, je ne suis pas contre », a déclaré Juan Manuel Santos. (*Courrier International, 23 février*).

Europe

Traité budgétaire. Le nouveau pacte prévoit des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapage budgétaire, afin de rétablir la crédibilité des pays de la zone euro auprès des marchés financiers. Pour pouvoir entrer en vigueur, il a besoin d'être ratifié par 12 des 17 pays de l'Union monétaire.

L'Irlande votera par referendum sur le traité budgétaire le 31 mai. Le gouvernement fera campagne pour le oui.

Mais l'Irlande est engagée dans une négociation avec la Banque centrale européenne, au sujet du remboursement d'un emprunt pour la banque Anglo Irish, qui, paradoxe, n'existe plus. Les Irlandais ne veulent plus payer (3,1 milliards d'euros par an jusqu'en 2023, puis des montants moins élevés jusqu'en 2031), pour cette banque qui, pendant des années, avait prêté aux promoteurs, créant une énorme « bulle ». La BCE ne veut pas annuler la dette. Le gouvernement négocie au moins un étalement...

Les dirigeants irlandais et les milieux européens craignent que le referendum ne se transforme en une consultation populaire pour ou contre la rigueur imposée depuis novembre 2010 par le Fonds monétaire international et la zone euro, en échange de leur assistance financière.

Les gouvernements de droite (l'Irlande, donc, mais aussi **le Portugal, l'Italie et l'Espagne**) veulent accélérer le processus de ratification (alors même que le démantèlement du droit du travail – en vue de faciliter les licenciements – soulève de fortes contestations : grève générale au Portugal le 22 mars, en Espagne, le 29 mars, manifestation intersyndicale en Italie prévue le 13 avril).

En **Allemagne** et aux **Pays-Bas**, les élus sociaux-démocrates, dont les voix sont indispensables pour ratifier le texte, posent leurs conditions. A Berlin, le SPD et les écologistes exigent une taxe sur les transactions financières, au minimum au sein de la zone euro, et des mesures en faveur de la croissance. (*Le Monde, 28 et 29 mars*).

En **France**, François Hollande a annoncé sa volonté de renégocier le traité, en privilégiant la croissance et l'emploi et en réorientant le rôle de la BCE dans cette direction. Eva Joly et les écologistes se sont également opposés au Mécanisme européen de stabilité. Jean-Luc Mélançon appelle à un referendum sur le traité européen, et à un dépassement vers une autre Europe, radicalement différente de celle d'aujourd'hui (*Alternatives économiques, avril*).

En 1997, déjà, les socialistes français avaient promis avant les élections législatives qu'ils renégocieraient le pacte de stabilité européen signé à Amsterdam – une concession faite absurdement au gouvernement allemand, estimait alors M. Lionel Jospin. Une fois au pouvoir, la gauche française n'obtint pourtant guère plus que l'ajout des termes « et de croissance » à l'intitulé du « pacte de stabilité ». M. Moscovici, alors ministre chargé des affaires européennes, a expliqué dans un ouvrage paru en 2003 : « nous étions confrontés, avec Jacques Chirac à l'Elysée, à la menace d'une triple crise,

crise franco-allemande, crise avec les marchés financiers, crise de cohabitation. Lionel Jospin a obtenu, pour le prix de son consentement au traité d'Amsterdam, la première résolution d'un conseil européen consacrée à la croissance et à l'emploi ».

Dans l'hypothèse d'une victoire présidentielle, puis parlementaire **de la gauche en mai-juin 2012**, deux éléments diffèrent du tableau brossé. D'une part, le pouvoir exécutif français ne serait plus partagé comme il y a quinze ans ; mais d'autre part, l'équilibre politique de l'Europe, qui penchait au centre gauche en 1997, incline désormais fortement à droite. Cela dit, même un gouvernement aussi conservateur que celui du premier ministre espagnol en est venu à s'inquiéter de la cure d'austérité à perpétuité que lui réservent les gouvernants allemands. Le 2 mars dernier, il a ainsi fait connaître sa « décision souveraine » de ne pas accepter la camisole de force budgétaire européenne.

Presque au même moment, une douzaine d'autres pays, dont l'Italie, le Royaume-Uni, et la Pologne, ont également demandé une réorientation de la politique économique concoctée par le tandem germano-français. M. Hollande pourrait s'en réjouir. Il espère en effet que son éventuelle élection bouleversera les rapports de force continentaux, sans qu'il doive engager un bras de fer – auquel manifestement il répugne – avec plusieurs gouvernements européens, la BCE et la commission de Bruxelles. (*Serge Halimi, Le Monde diplomatique, avril*).

France

Chez les riches, ça va bien. Maurice Lévy, PDG de Publicis depuis 24 ans, va percevoir 16 millions d'euros en plus de son salaire régulier. Maurice Lévy préside l'AFEP, association qui regroupe les grandes entreprises françaises, qui édite chaque année un code de bonne conduite sur la gouvernance et la rémunération des dirigeants. Pour améliorer leur image de marque, ils avaient publié en 2011 une pétition pour payer plus d'impôts. Maurice Lévy avait annoncé qu'il renonçait à son salaire fixe de 900 000 € en 2012. Pour le futur, la part variable de sa rémunération devrait passer de 2,7 millions à 5 millions d'euros. Et il percevra 5,4 millions d'euros le jour où il quittera Publicis, à ... 75 ans. (*Le Monde, 28 mars*)

Quelques éléments du bilan... Train de vie de l'Etat. 16, 6 millions d'euros pour le sommet de l'Union pour la Méditerranée des 13 et 14 juillet 2008. Dont 2,3 millions rien que pour le dîner du 13 (où seront reçus une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement), et le déjeuner du 14. Avec un petit cadeau pour les hôtes : des stylos, d'un montant de 400€, et du parfum pour les épouses. (*Arnaud Leparmentier, qui raconte comment l'hyperprésident s'occupe de tout, du menu au plan de table, Le Monde, 30 mars*).

Justice. « Etat de droit négligé », « institution judiciaire maltraitée », « justice dégradée »... « Foucades présidentielles » et « méthode globalement désastreuse », « toute de subjectivité narcissique et d'impréparation »... ». « Amateurisme désinvolte du président », « le verbe haut mais la pensée basse ».

« Comment ne pas évoquer, pour dégrader davantage encore ce tableau, les ridicules et navrantes péripéties liées à la volonté de suppression du juge d'instruction ? Le processus autoritaire et expéditif mis en œuvre a eu pour conséquence paradoxale de renforcer cette fonction dont plusieurs dossiers emblématiques ont démontré l'utilité à cause d'un parquet trop dépendant sur le plan politique ».

« La République promise irréprochable en 2007, malmenée durant cinq ans avec tout de même, car le sarkozysme n'est pas un bloc et ne pouvait tout empêcher, des mises en cause de proches du président et peut-être un jour de lui-même, ressemble en 2012 à une idole défaite, dépenaillée, meurtrie et offensée. » (*Philippe Bilger, Valeurs actuelles, 22 mars* ,

Grenelle de l'environnement (épinglé par la Cour des Comptes). Les seules mesures appliquées sont celles qui vont dans le sens d'une aide à la croissance, les autres ayant été oubliées en route. La détaxe du kérosène pour les avions fait perdre 1,3 milliard par an ; la détaxe sur le gazole, c'est 6,9 milliards ; la détaxe du fuel domestique, c'est 8,8 milliards... tout cela parce que le gouvernement a voulu compenser la hausse du pétrole. La politique du bonus-malus pour inciter à acheter des véhicules moins émetteurs de CO₂ a coûté 1,25 milliards sur trois ans... et a provoqué une augmentation du nombre de véhicules avec à l'arrivée une hausse des émissions de CO₂ par les voitures. Quant à l'écotaxe sur les poids lourds elle a été reportée en 2013 et la taxe carbone abandonnée. (*Silence, avril 2012*).

Petite enfance. Le nombre d'enfants de deux à trois ans scolarisés est passé de 30 % en 2000 à 13 % actuellement. Il manque, selon les estimations, entre 300 000 et 500 000 places en crèche. Le « reste à charge » pour les familles disposant de 2 SMIC est d'environ 100 € par mois pour un enfant en crèche, 200 € pour un enfant confié à une assistante maternelle, 300 € en cas de « garde partagée », et 1000 € pour la garde à domicile.

Le collectif Pas de bébé à la consigne dénonce la baisse du niveau de qualification des personnels, le desserrement des normes (dans les maisons d'assistance maternelles, les microcrèches), l'autorisation de garder un quatrième enfant (!) pour les assistantes maternelles, et enfin la montée du privé. (*Le Monde, 21 mars*).

Demandez le programme ! Environnement. François Hollande affirme vouloir soutenir par des aides ciblées la mutation écologique et énergétique de l'industrie et la promotion de l'agriculture biologique. En outre, il s'engage à favoriser la mise en place d'une contribution climat-énergie aux frontières de l'Europe et à améliorer l'isolation thermique d'un million de logements par an.

Mais cela reste bien en deçà de la *planification écologique* du Front de Gauche. Le parti de Jean-Luc Mélenchon promeut un plan de transition écologique et veut investir dans la sobriété énergétique. Une taxe « kilométrique », pour réduire les transports, et des prélèvements sur les importations de produits délocalisés sont proposés pour relocaliser l'activité.

Toutefois, seuls, les écologistes chiffrent les effets sur l'emploi d'une transformation de notre modèle de développement. Pour Eva Joly, ce sont 600 000 nouveaux emplois qui pourraient être créés en favorisant une économie soutenable. 40 %

d'énergie produite en renouvelable d'ici à 2017, développement de villes vertes, diminution des transports, taxe carbone, rénovation de l'habitat... (*Alternatives économiques, avril*).

M. Mélanchon dénonce sans barguigner la publicité, stigmatise la consommation ostentatoire, célèbre la frugalité et les bonheurs simples de l'existence, affirme que l'amour, la poésie et le savoir sont préférables au rêve d'une Mercedes pour chaque ouvrier.

Il raisonne en fonction de la dette écologique, c'est-à-dire de l'excès de prélèvement sur les ressources naturelles que constitue le mode de vie des sociétés actuelles. Il propose d'inscrire dans la Constitution la « règle verte », qui fixerait à la France l'objectif de « rembourser la dette écologique », c'est-à-dire de réduire son impact biosphérique, par justice pour les générations futures et pour les pays les plus pauvres. Pas de doute : c'est nouveau ! (*Hervé Kempf, Le Monde, 25-26 mars*).

Emploi. Avec un million de chômeurs supplémentaires inscrits à Pôle emploi en catégories A, B et C depuis mai 2007, Nicolas Sarkozy aurait tort de se vanter de son bilan. Pourtant, il campe sur ses positions et souhaite toujours promouvoir les heures supplémentaires, qui bénéficient à ceux qui travaillent déjà au détriment de la création d'emplois.

Outre le « contrat de génération » (inciter les entreprises, via des exonérations de cotisations sociales, à embaucher des jeunes tout en gardant leurs salariés âgés en poste jusqu'à la retraite), François Hollande propose de créer 150 000 « emplois d'avenir », des contrats aidés réservés au secteur associatif. Pour mieux partager le travail, il demande la suppression des exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires. En revanche, il ne propose pas de nouvelle réduction du temps de travail. Seuls Eva Joly et Philippe Poutou préconisent le passage aux 32 heures. Eva Joly proclame la mise en place d'un crédit individuel de huit années de formation tout au long de la vie, pour toute personne âgée de plus de 16 ans. (*Alternatives économiques, avril*).

Par ailleurs, François Hollande promet un renchérissement du coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes, une modalité des cotisations chômage pour pénaliser les entreprises qui abuseraient des contrats précaires, et la possibilité, pour des employés victimes d'un plan de licenciement, de saisir la justice.

Jean-Luc Mélanchon souhaite limiter le pourcentage maximum d'intérimaires et de CDD à 5 % à 10 % en fonction des entreprises.

François Bayrou plaide pour un contrat de travail unique, à durée déterminée (!), et pour que le temps de travail soit négocié par des accords de branche, ce qui serait la fin d'un horaire légal unique [*quelles régressions !*](*Le Monde, 3 avril*).

Logement. Les sommes de plus en plus importantes consacrées à se loger affectent non seulement des dépenses jugées superflues, mais aussi les postes essentiels tels l'alimentation ou la santé. En dix ans, le prix des appartements anciens a progressé de 128 % (134 % en Ile-de-France). Sur cette même période, le revenu moyen des ménages n'a augmenté que de 84 %.

Le PS se prononce pour l'encadrement des loyers du marché libre, sur le modèle allemand, qui permet, lors d'une première location ou d'une relocation, d'en aligner le prix sur la moyenne de ceux du voisinage. Eva Joly épouse cette idée, et propose de geler le marché pendant trois ans. En sus de cette proposition, François Hollande et Jean-Luc Mélanchon envisagent de diminuer arbitrairement les loyers de 20 % dans les zones de très forte demande. Pour ce dernier, l'ensemble loyer + charges ne devrait jamais dépasser 20 % d'un revenu mensuel : « il faut organiser la baisse ».

Augmenter le quota de la loi SRU, le passer à 25 % voire 30 % de logements sociaux dans chaque ville contre 20% aujourd'hui, fait consensus au PS, au Front de gauche et chez les Verts. (*Le Monde, 28 mars*).

Petite enfance. J-L Mélanchon annonce la création de 500 000 places gratuites de crèche, sans s'étendre sur leur financement.

François Hollande, lui, n'a pas repris la proposition de création de 500 000 places de crèche qui figurait dans le programme du PS. Il propose de « contractualiser » avec les collectivités locales et d'établir des schémas locaux d'accueil de la petite enfance. Il mise en priorité sur la scolarisation des moins de 3 ans. (*Le Monde, 21 mars*).

Fiscalité. Le désir de rétablir un peu de justice fiscale après un quinquennat marqué par d'importants cadeaux aux plus favorisés, notamment en début de mandat, conduit le candidat socialiste à faire des propositions clairement en rupture avec la législature précédente. Une tranche supérieure de l'impôt sur le revenu serait ainsi créée, imposant à 75 % les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an. Le taux applicable à la tranche de revenus au-delà de 150 000 euros par part serait lui-même révisé à la hausse et porté à 45 %. En outre la fiscalité des revenus du capital serait alignée sur celle du travail.

Pour sa part, le Front de gauche veut taxer à 100 % la partie des revenus excédant 360 000 € (soit 20 fois le revenu médian). (*Alternatives économiques, avril*).

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.